

**Où en est l'Allemagne dans l'économie mondialisée ?** Depuis une dizaine d'années, on est passé de l'admiration du « modèle allemand » à l'étonnement devant la crise qui affecte l'Allemagne réunifiée. Première économie du continent, la République Fédérale voit cependant, année après année, sa croissance stagner. Depuis 2002, le pays semble avoir retrouvé ses capacités de grand pays exportateur mais, nouveauté dans l'histoire économique allemande, les exportations ne permettent plus de stimuler significativement la croissance interne, le chômage stagne au-dessus de 4 500 000 demandeurs d'emplois.

Lors de son premier mandat comme chancelier, Gerhard Schröder avait demandé à être jugé sur sa capacité à faire redescendre le chômage en dessous de 3 500 000 personnes. C'est cet objectif non atteint qui lui a coûté une deuxième réélection au poste de chancelier en septembre 2005. Mais Madame Merkel ; qui lui a succédé, ne dispose pas d'un mandat clair. Le parti social-démocrate de Gerhard Schröder a fait jeu égal, pratiquement, avec la démocratie chrétienne conduite par Madame Merkel. Si cette dernière peut être créditée d'avoir clairement affiché la couleur, en proposant d'introduire – par exemple par le principe d'une *flat tax* – une forte dose de libéralisme dans l'économie allemande, elle a suscité contre elle une claire majorité de gauche : le SPD, les Verts et la gauche d'Oskar Lafontaine ont rassemblé 51 % des suffrages. La CDU est obligée de gouverner avec le SPD. On peut dire sans crainte de se tromper que c'est la politique de Gerhard Schröder qui va continuer : libéraliser autant que nécessaire, protéger autant que possible.

Une telle politique mi-figue mi-raisin est-elle cependant possible ?

.../...

## Sommaire

- 3| **L'Allemagne dans la mondialisation**
- 5| **Tribune-l'invité du mois: Pierre Hillard**
- 6| **Vu d'Allemagne**

## LA FONDATION RES PUBLICA | SERVICES & CONSEILS

Fondation reconnue d'utilité publique

- “ **Votre secteur d'activités** vous amène à travailler, ponctuellement ou régulièrement, avec l'Allemagne ;
- “ **vous êtes à la recherche d'informations** détaillées sur l'économie allemande ;
- “ **vous avez besoin d'une expertise-conseil** ;
- “ ou **vous voulez faire une première immersion** dans la réalité allemande.

## Nous sommes à votre disposition

› *stages de formation* › *études approfondies* › *rencontres avec les meilleurs experts allemands dans votre domaine...*

---

N'ont-ils pas raison les économistes qui disent que le gouvernement Schröder n'a pris que des demi-mesures et qu'il est à craindre qu'une grande coalition ne puisse pas faire autrement. L'économie allemande ne se caractérise-t-elle pas par les délocalisations d'emplois ? Il s'est créé depuis 1990 autant d'emplois hors d'Allemagne dépendant des entreprises allemandes qu'il en a été détruit dans l'ancienne RDA. La RFA est touchée de plein fouet par la désindustrialisation : elle a vu la part du secteur secondaire dans la population active baisser de 26,9 % entre 1991 et 2003 (baisse de 12,3 % en France, de 4,7 % aux Etats-Unis et hausse de 12 % au Canada sur la même période). Pour beaucoup d'experts, le problème de l'Allemagne est celui du coût de la main d'œuvre et de la réglementation du marché du travail. Ce discours, répété depuis des années par le patronat allemand, par un certain nombre d'économistes et par la presse anglo-saxonne est désormais accepté par un certain nombre d'Allemands. La RFA des années 2000 frappe les observateurs par sa disposition à la réforme de l'Etat-providence, à la réduction du coût du travail et à l'adaptation à la mondialisation.

Mais parallèlement une profonde résignation semble s'être installée dans la société allemande. Fera-t-on jamais assez de sacrifices pour être en mesure de ramener l'emploi en Allemagne ? Malgré la qualité du *made in Germany* est-il possible de concurrencer les pays à bas salaires ? La mondialisation n'est-elle pas un destin inexorable, qui condamne la société allemande au déclin parce que trop âgée et plus assez flexible pour s'adapter ? On imagine ce qu'un tel pessimisme pourrait avoir de ravageur pour le continent, vu que le PIB allemand représente un tiers du PIB de l'Union européenne. L'Allemagne a bien une position centrale en Europe et les choix qu'elle fait gardent une valeur exemplaire : elle fera, dans les années qui viennent, des choix qui pèseront lourd pour ses voisins, surtout en régime d'union monétaire.

C'est pour rendre compte de l'évolution, si cruciale, de l'Allemagne, que la Fondation Res publica

publiera, une fois par mois *Allemagne info*, lettre d'information sur l'économie allemande et les répercussions de la mondialisation sur la société d'outre-Rhin. Les études développées par la Fondation partent du principe que la difficulté à réformer les sociétés européennes n'est qu'un aspect du débat qu'il faut mener. Une telle problématique n'a de légitimité que si l'on considère en même temps toutes les asymétries qui caractérisent la mondialisation (mentionnons simplement le système de l'étalon-dollar qui attire aux Etats-Unis environ 75 % de l'épargne mondiale). Il ne faut pas perdre de vue que l'on ne peut, d'un côté, exiger des sacrifices d'une société et, de l'autre, dilapider le fruit de ses efforts parce qu'on n'a pas le courage de parler fortement au nom de la France, de l'Allemagne ou de l'Europe pour imposer des règles, complément indispensable d'une ouverture toujours plus grande des économies.

La « mondialisation », l'ouverture croissante des économies et leur mise en concurrence à l'échelle de la planète, n'est pas un destin. Elle est le fruit de décisions prises quotidiennement par les gouvernements et les entreprises. Ces décisions peuvent être améliorées, corrigées, abandonnées, même quand on aura pris conscience qu'elles nuisent aux peuples au lieu de les servir. Les dirigeants européens renoncent trop souvent à peser sur le cours des choses. Ils oublient qu'ailleurs dans le monde, en Asie en particulier, on n'entend pas subir la mondialisation actuelle mais en canaliser les forces, éventuellement en infléchir le cours. Dans un monde qui redevient polycentrique, il serait dommage que la France et l'Allemagne renoncent à peser de tout leur poids, au service des peuples européens.

*Allemagne info* entend non seulement observer d'un œil critique l'évolution économique et sociale du principal partenaire de la France mais aussi mettre en valeur toutes les contributions que la République Fédérale pourra apporter à l'émergence de l'Europe comme un pôle de stabilité dans la mondialisation.

**Edouard Husson**

# L'Allemagne dans la mondialisation

## EON, GÉANT DU SECTEUR DU GAZ

**Le groupe industriel d'énergie Eon**, qui a déjà des participations dans trois entreprises sur le marché du gaz en Hongrie acquiert dans le même secteur la société Mol (sauf, du fait de l'interdiction de l'UE, le secteur d'acheminement du gaz) et 50 % de Panrusgas, tout ceci pour un montant d'un peu plus d'un milliard d'euros. Eon devrait bientôt accroître sa participation (actuellement de 49 %) au capital de ZSE, en Slovaquie. D'autre part, le géant allemand de l'énergie a fait savoir qu'il ne renonçait pas à tenter d'acquérir Scottish Power. Et le 21 février 2006, il a offert 29 milliards d'euros pour l'entreprise espagnole Endesa. Eon a aussi réaffirmé récemment son intérêt pour les deuxièmes réserves de gaz du monde, celles de l'Iran, ce qui est une manière de dire « business as usual » alors que des rumeurs alarmistes courent sur une montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran.

Source : [www.german-foreign-policy.com](http://www.german-foreign-policy.com)

## SIEMENS : UNE QUESTION DE PARTENARIAT.

**Le président du Vorstand de Siemens**, Klaus Kleinfeld, a présenté à Davos la stratégie globale de Siemens. Selon lui, le bon développement du groupe et de ses filiales sera généré par deux « mégatendances » : le développement démographique et l'urbanisation. Kleinfeld a insisté aussi sur l'effort de recherche de l'entreprise, qui a dépensé 5,2 milliards d'euros en R & D sur les quatre dernières années. L'entreprise n'entend pas lâcher dans des secteurs où elle a été mise en difficulté ces dernières années. La firme électronique taïwanaise BenQ avait racheté son secteur de téléphonie mobile à Siemens pour la somme de 350 millions d'euros. L'entreprise allemande vient de proposer à BenQ un nouveau partenariat et la création d'une nouvelle marque « BenQ-Siemens ». L'entreprise allemande lutte aussi pour se faire sa place en Russie. Après avoir investi en 2003 la somme de 100 millions d'euros dans la construction d'une tour (« Siemens Headquarters Russia »), on apprend que les travaux qui auraient dû être achevés fin 2005, n'ont toujours pas débuté ! Les 23 étages devaient contenir les bureaux de 1 600 employés de Siemens mais l'entreprise allemande paie pour avoir voulu se passer d'un partenaire russe dans ce projet. En revanche, Siemens vient d'obtenir 25 % des parts du constructeur russe de centrales électriques Power Machines. Jusque là,

l'autorité de la concurrence avait mis son veto en considérant que Power Machines jouait un rôle clé dans le secteur de l'armement, conventionnel et nucléaire en Russie. A présent, les obstacles sont levés et l'entreprise allemande voit un fort « potentiel de croissance » dans le quatrième plus grand marché de l'électricité au monde.

Sources : Die Welt 18.01.2006, 29.01.2006, 30.01.2006 et Financial Times Deutschland, 30.01.2006

## LA CONFÉRENCE DE MUNICH.

**La conférence stratégique annuelle de Munich** s'est déroulée en pleine crise entre l'Iran et l'Occident sur la question nucléaire. Le chancelier allemand est pris entre ses affinités néo-atlantistes et la nécessité de préserver la carte diplomatique russe indispensable pour éviter un conflit avec Téhéran, et donc garantir l'approvisionnement énergétique de l'Allemagne. « Parvenir à un accord avec l'Iran est nécessaire pour la paix et la sécurité dans le Monde » a déclaré le conservateur allemand Jung avant d'ajouter qu'il est « indispensable d'avoir le soutien de la Chine et de la Russie pour parvenir à un accord ». Madame Merkel doit tenir compte des intérêts énergétiques allemands. Un document avait été élaboré pour le gouvernement de Gerhard Schröder, selon lequel il s'agirait d'« intégrer économiquement les pays du Golfe dans la périphérie européenne » et de viser « le renforcement de l'influence allemande sur les approvisionnements en pétrole et en gaz naturel du pays ». Les experts du secteur de l'énergie qui aident à formuler la stratégie allemande parlent des « nouveaux fournisseurs en gaz naturel » - et l'Iran est concerné au premier chef - comme d'un objectif prioritaire de la politique étrangère. Mais Madame Merkel ne veut être prisonnière d'aucune coalition, ni gouvernementale, ni diplomatique. Elle a comparé la menace que représenterait l'Iran aujourd'hui et celle de l'Allemagne hitlérienne lors d'une autre conférence de Munich, celle de 1938. Le chancelier a plaidé pour un renforcement considérable des moyens de l'OTAN. Madame Merkel entend que l'Allemagne joue un rôle plus grand au sein de l'Alliance atlantique. Elle désire que l'OTAN développe des coopérations avec des pays tiers. Il semblerait aussi, d'après une information recueillie par les experts de *Redaktion Informationen zur deutschen Aussenpolitik* dans les milieux diplomatiques berlinois, que l'idée d'une entrée de la Géorgie dans l'OTAN soit désormais à

---

l'ordre du jour, ce qui irait contre les intérêts de la Russie. De même, le chancelier allemand et son ministre des Affaires étrangères n'ont pas craint de recevoir, début février, des représentants de l'opposition biélorusse, à quelques semaines des élections présidentielles.

Sources : [www.german-foreign-policy.com](http://www.german-foreign-policy.com), 17.01 au 07.02.2006

### PAS QUESTION D'ABANDONNER LE LABEL « MADE IN GERMANY »

**La grande majorité des entreprises allemandes** veut garder le label « Made in Germany ».

Seulement 9 % des entreprises seraient prêtes à accepter de lui substituer un « Made in Europe ». D'après un sondage réalisé par le DIHK (Deutsche Industrie und Handelstages), les entreprises voient en l'appellation « Made in Germany » un gage de qualité pour leurs produits et leurs performances. Et 76 % des entreprises sondées trouvent que l'Union Européenne s'implique trop dans l'économie des pays membres.

Source : *die Welt* 27.01.06

### ASSURER LES CHINOIS

**La société d'assurance allemande Allianz** a pris 2,5 % de parts dans ICBC, la plus grande banque de Chine, pour la somme de 1 milliard de dollars. ICBC dispose en Chine de 24 000 filiales ainsi que de 100 millions de clients privés et de 8 millions d'entreprises clientes. Allianz entend ainsi prendre pied dans le secteur des assurances vies et des fonds d'investissements. Le potentiel de services financiers en Chine est énorme car les ménages ont épargné 1 736 milliards de dollars et le marché de l'assurance est encore sous-développé.

Source : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 30.01.06

### PROFITS RECORDS DE LA DEUTSCHE BANK

**La Deutsche Bank annonce une augmentation de 25,7 %** avant impôt de ses résultats, conformément aux engagements pris par Josef Ackermann, président du *Vorstand* de la banque. C'est l'activité de banque d'investissement qui tire le reste (+ 57 %), suivi de *l'asset management* (+ 44 %). L'activité en Allemagne de la banque ne représente plus que 30 % des revenus de la Deutsche Bank – elle représentait 80 % il y a dix ans.

Source : *Financial Times*, 3.2.2006

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR ALLEMAND AU MOYEN-ORIENT À LA MERCI D'UN CONFLIT AVEC L'IRAN ?

**Les exportations allemandes ont été de 7,5 %** supérieures en 2005 à ce qu'elles avaient été en 2004 (elles-mêmes en progression de 10 % par rapport à 2003). L'excédent commercial du pays s'élève à 160,5 milliards d'euros (156,1 en 2004). 2005 confirme la tendance amorcée il y a une dizaine d'années : ce sont les pays hors Union européenne qui tirent la croissance des exportations allemandes, en particulier l'Europe centrale et orientale, le Moyen Orient et l'Extrême Orient. C'est la raison pour laquelle Anton Börner, président du Bundesverband des deutschen Gross- und Aussenhandels, a exprimé, le 8 février 2006, ses inquiétudes concernant un possible conflit avec l'Iran, deuxième partenaire commercial de l'Allemagne au Moyen-Orient. On ne peut que se réjouir qu'un représentant important du patronat allemand découvre que la guerre et l'économie de marché font rarement bon ménage ; mais on restera prudent, en se rappelant que le même homme avait critiqué l'intransigeance de l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU avant la guerre d'Irak.

Source : *Financial Times*, 09.02.2006

### JÜRGEN STARK, 57 ANS, SUCCÈDE À OTMAR ISSING AU DIRECTOIRE DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE.

**Il y a huit ans déjà**, il avait été question de sa nomination, mais dans la perspective d'une victoire du SPD aux élections générales, on lui avait préféré un membre de la Bundesbank plus proche de ce parti. Jürgen Stark est en effet l'ancien sherpa de Helmut Kohl et l'ancien directeur ministériel du ministre des Finances des années 1990, Theo Waigel, auprès de qui il s'est fait la réputation d'un « faucon » en matière monétaire. Il fut l'un des concepteurs du pacte de stabilité venu compléter le traité de Maastricht pour rassurer une population allemande rendue inquiète par l'abandon du deutsche mark au profit de l'euro. Cela présage-t-il d'un durcissement de la politique monétaire de la BCE ? Pour l'instant, les petits pays de la zone euro sont surtout préoccupés par le fait que l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne semblent se réserver d'emblée un « siège permanent » au directoire de la BCE alors que le traité de Maastricht ne prévoit rien de tel.

Source : *Süddeutsche Zeitung*, 15.02.2006

l'invité du mois

**Pierre Hillard\***L'AVENIR DE LA CONSTITUTION EUROPÉENNE  
DIVISE PARIS ET BERLIN

**Suite au rejet du projet de constitution** européenne par les Français et les Hollandais, celui-ci semblait être définitivement enterré. Cependant, les instances dirigeantes européennes ont estimé qu'il était nécessaire de relancer le processus constitutionnel afin d'assurer un bon fonctionnement de l'Union. En raison des faiblesses du Traité de Nice pour poursuivre le processus d'intégration européenne, il s'avère important de doter l'Europe d'une constitution afin de pouvoir résoudre les défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Sous l'égide du président de la Commission des Affaires constitutionnelles, Jo Leinen, un rapport a vu le jour le 16 décembre 2005 grâce à l'action de deux rapporteurs : l'Anglais Andrew Duff (Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe) et l'Autrichien Johannes Voggenhuber (Verts/Alliance Libre Européenne). Ce document stipule clairement la nécessité absolue de réussite et « *demande qu'en tout état de cause, tous les efforts soient accomplis pour garantir que la constitution entrera en vigueur en 2009* ». Le Parlement européen a adopté ce rapport, le 19 janvier 2006, avec 385 voix pour, 125 contre et 51 abstentions. Au cours des débats consacrés aux modifications à apporter ou pas à cette constitution, il a été décidé que « *le maintien du texte actuel constituerait un résultat positif de la période de réflexion, mais que cela ne sera possible qu'à la condition de prévoir également des mesures significatives visant à rassurer et convaincre l'opinion publique* ».

Cette affirmation rejoint les propos de la chancelière Angela Merkel qui, après avoir rencontré le président du Parlement européen, Josep Borell, a déclaré que « *Nous ne devons pas renoncer à la Constitution [...]. La pause de réflexion n'est pas une excuse pour mettre la Constitution de côté* ». Pour le nouveau chef du gouvernement allemand, il est hors de question, après la pause décrétée en juin 2005 par les dirigeants européens, de procéder à toute « *découpe* » du texte constitutionnel. Une telle position n'est pas faite pour arranger les liens franco-allemands. Suite aux propos du président Chirac, en

janvier 2006, de retenir certains aspects du projet de constitution comme la sécurité et la justice, la politique extérieure et la défense, Berlin oppose un refus catégorique. Tout au plus, l'équipe gouvernementale allemande admettrait d'inclure la « *dimension sociale de l'Europe* ». Cette prise de position rejoint celle des présidents allemands des deux grands partis du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering (Parti Populaire Européen) et Martin Schulz (Parti Socialiste Européen) qui font corps avec les ambitions de leur gouvernement. Comme le souligne avec justesse le Handelsblatt (11.01.06) : « *La constitution européenne divise Paris et Berlin* ».

En effet, le Parlement européen, aux antipodes des déclarations françaises, souhaite comme le rappelle un des rapporteurs Andrew Duff « *sauver la constitution* ». Hans-Gert Pöttering a su rappeler vertement au ministre hollandais Bernard Bot qui affirmait l'acte de décès du projet de constitution que son pays devait revenir à de meilleures dispositions : « *Cela voudrait dire que tous les Etats membres doivent suivre un seul pays. Cela nous ne pouvons pas l'admettre* ». Une telle fermeté de la part des dirigeants allemands s'explique aussi en raison des nombreux travaux élaborés en amont par un think tank allemand, la Fondation Bertelsmann, au sein duquel les présidents des Commissions des Affaires institutionnelles et des Affaires étrangères, Jo Leinen et Elmar Brok, ont travaillé. Leurs travaux ont été relayés aussi par ceux d'Andrew Duff dont les activités au sein de cette Fondation ont permis de donner corps au projet de constitution européenne. Ceci explique que Jo Leinen ait pris sous son aile, d'une part, cet Anglais largement au fait du déroulement constitutionnel européen et d'autre part, Johannes Voggenhuber dont l'appartenance au parti Verts/Alliance Libre Européenne largement acquis aux principes fédéralistes et régionalistes, est un gage de sécurité.

Afin de se donner le maximum de chance dans cette affaire, ces deux rapporteurs estiment de la plus haute importance d'organiser des « *Forums parlementaires* » à l'initiative des parlements nationaux afin d'éclairer les différentes opinions publiques européennes et en particulier les Français et les Hollandais. Les thèmes abordés doivent traiter de l'objectif de l'intégration européenne, du rôle de l'Europe, de l'avenir du modèle économique et social européen, de la définition des frontières de l'Union et des mesures à prendre afin d'accroître la liberté, la sécurité et la justice. Il est recommandé que toutes les autorités nationales, régionales et locales, particulièrement le monde des enseignants et des médias, s'investissent afin de donner à l'Union européenne une constitution lui permettant « *d'agir efficacement sur le plan intérieur et sur la scène internationale* ».

\*Pierre Hillard, docteur en sciences politiques, a publié récemment *De l'Union transatlantique à l'Etat mondial*, Paris, F.-X. de Guibert, 2005.

### LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT MERKEL

**Le 10 janvier 2006**, le ministre des Finances du gouvernement Merkel, Peer Steinbrück, a prononcé un discours de fond sur la politique budgétaire du gouvernement. Le ministre commence par rappeler que « le déficit public a franchi la barre des 1400 milliards d'euros. Un euro sur six dépensé par l'Etat fédéral va au service de la dette. 20 % environ du budget fédéral, soit environ 50 milliards d'euros ne sont pas couverts par des recettes assurées dans le temps ». Après avoir souligné les deux réalités que subit, selon lui, la République Fédérale, la mondialisation qui limite « la portée des décisions nationales » et la réunification à laquelle le pays consacre annuellement 4 % de son produit intérieur brut, l'ancien ministre-président de Rhénanie du Nord Westphalie souligne ce qu'il considère être les quatre acquis de la période Schröder: la maîtrise de l'augmentation des coûts salariaux par unité de production; la réduction de la pression fiscale qui se traduit par la réduction du taux moyen des prélèvements obligatoires à 34,6 % malgré les transferts financiers liés à la réunification (40,5 pour l'ensemble de l'Union européenne; 36,1 pour le Royaume Uni); la diminution de moitié des aides financières de l'Etat depuis 1998 et la quasi-stabilité des dépenses de l'Etat fédéral entre 1999 et 2004; le doublement des conventions de retraites par capitalisation pour la seule année 2005. Après avoir souligné le déséquilibre dans les grands postes du budget 2005 (plus de 50 % sont consacrés aux régimes sociaux tandis que 10 % relèvent des dépenses d'investissement de l'Etat), le ministre social-démocrate justifie l'une des annonces les plus emblématiques de la campagne de Madame Merkel: l'augmentation de la TVA, que la Grande coalition a finalement choisi de réaliser au 1<sup>er</sup> janvier 2007; sans cette mesure, explique-t-il, il faudra supprimer du budget fédéral les 30 % d'aides versées aux caisses de retraites. Cela reviendrait, explique-t-il, à diminuer les capacités de consommation des retraités donc à faire s'étioler un peu plus la demande sur le marché intérieur. Le gouvernement de Grande Coalition entend aussi tenir ses engagements: favoriser l'investissement dans les énergies propres (9,3 milliards d'euros jusqu'en 2009); contribuer à une meilleure compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle (5,5 milliards d'euros jusqu'en 2009); aider la recherche (6 milliards d'euros jusqu'en 2009); améliorer le réseau des transports (4,3 milliards d'euros

jusqu'en 2009). « Les infrastructures de transport et de bâtiment sont justement des secteurs très propices à la mise en œuvre de solutions novatrices pour parvenir à investir plus et plus vite en utilisant moins de recettes fiscales. Parmi ces solutions: l'extension des formules de partenariat public-privé (PPP). [...] Notre objectif doit être d'amener la part des investissements publics revenant aux PPP à ce qu'elle est dans d'autres pays industrialisés, à savoir 15 % au lieu de nos 4 % actuels. [...] De nouvelles dispositions légales devraient en outre permettre aux PME de participer avec succès à des formules de PPP ». Le ministre s'engage, enfin, à la fois à simplifier la fiscalité des entreprises, pour rendre l'Allemagne plus attractive aux investisseurs; et à baisser les « taux nominaux d'imposition ». « Ces taux constituent en effet un signal majeur pour les investisseurs. Mais ils ont aussi leur importance pour les entreprises qui affichent des pertes. A l'heure actuelle, les groupes d'envergure internationale peuvent recourir à des méthodes comptables permettant de faire valoir des pertes aux yeux du fisc allemand et de se faire ainsi rembourser une grande partie de leurs charges fiscales. Les bénéficiaires, eux, partent à l'étranger. Avec la baisse des taux d'imposition nominaux, nous entendons bien rendre ce système beaucoup moins attrayant ». Peer Steinbrück explique que la crédibilité de la Grande Coalition se jouera sur sa capacité à tenir ses engagements financiers. Il promet que la RFA reviendra en 2007 dans les limites imposées par le pacte de stabilité monétaire de la zone euro. Il demande, cependant, que l'on prenne une vue plus nuancée de l'infraction allemande aux règles qu'elle avait elle-même fixées: « l'Allemagne contribue de façon permanente à la stabilité de la zone euro » mais « cela n'est pas toujours reconnu: depuis le lancement de l'Union monétaire en 1999, elle a ainsi été le seul Etat membre à respecter année après année l'objectif de stabilité des prix fixé par la Banque centrale européenne (2 % d'inflation maximum). Certains Etats se situent bien au-delà et, plus préoccupant encore, de façon durable. Dans ces pays de la zone euro, le niveau extrêmement faible des taux d'intérêts réels a généré des économies importantes sur le remboursement de la dette publique. Le coût du crédit privé a également chuté, avec un effet pratiquement comparable à celui de fortes baisses d'impôts. Tout cela a donné un coup de pouce à la croissance des pays concernés. Les excédents de notre balance commerciale ont par ailleurs enrichi le marché financier international, ce dont ont profité

---

par exemple les huit pays en déficit de la zone euro au moment de trouver des crédits. Soyons clairs : l'euro a formidablement dopé la croissance dans un certain nombre de pays. » Comme s'il craignait d'être allé trop loin, le ministre ajoute cependant : « Mais il est tout aussi évident que l'euro ne pénalise pas l'Allemagne pour autant ». Cette dénégation appuyée est à replacer dans le contexte d'un débat mené en sourdine en Allemagne depuis quelque temps (Voir le magazine *Stern* daté du 30 mai 2005) sur le coût de l'euro pour l'économie allemande : certains estiment à 1-1,5 % la croissance perdue par l'Allemagne du fait des différentiels de taux d'intérêts réels entre les pays de la zone euro.

Source : [www.fesparis.org](http://www.fesparis.org), février 2006.

## LES ALLEMANDS, PRÊTS À SACRIFIER

### BEAUCOUP, MAIS PAS LA RETRAITE À 65 ANS

**D'après un sondage de TNS**, 45 % de la population allemande se dit prête à travailler moins quitte à obtenir un salaire inférieur. 39 % des 987 personnes interrogées seraient d'accord pour que s'opère une suppression des jours fériés et 34 % sont prêts à réduire la durée de leurs vacances. 69 % des sondés accepteraient de changer de travail s'ils obtenaient pour cela une formation continue et 59 % pourraient changer d'emploi pour une meilleure entente avec les collègues. Par contre, 28 % seulement sont favorables à la retraite à 67 ans. Le vice-chancelier Franz Müntefering (SPD) veut accélérer le processus qui prévoit la retraite à 67ans, ce qui crée un débat interne à l'intérieur de l'union CDU/CSU. La CSU rejoint les syndicats qui critiquent cette l'allongement de la vie professionnelle alors que la CDU de Madame Merkel au contraire, en soutient le principe. Ce sera l'une des constantes de la Grande Coalition : la tendance des chrétiens-sociaux bavarois à incarner la défense des intérêts acquis et à se trouver, au besoin, à gauche du SPD. Mais il faut dire que la Bavière est l'un des seuls Etats allemands à connaître l'équilibre budgétaire.

Source : *die Welt* 20.01.2006, 26.01.2006 et 30.01.2006

## PORSCHE, SYMBOLE DU MADE IN GERMANY ?

**Porsche est, aux yeux des Allemands**, la marque la plus innovante en 2006, alors que l'entreprise automobile n'apparaissait même pas en 1993 dans les dix premiers du classement d'une enquête similaire. La voilà propulsée au premier rang devant Nokia, Bang & Olufsen et BMW. Le PDG de Porsche Wendelin Wiedeking, se félicite de cette réussite et prévoit d'ores et déjà une hausse de la croissance en 2006 qui devrait se traduire par la vente de 90 000

voitures de sport. Wiedeking a pu annoncer à 2 900 actionnaires ravis réunis à Stuttgart que 41 750 voitures ont été vendues de janvier à début juillet 2005. Fort des bénéfices engrangés, le groupe Porsche a racheté pour environ 3 milliards d'euros 18,5 % (le PDG en désirait 22) des actions de son partenaire Volkswagen. Porsche se fait fort d'incarner un « capitalisme à l'allemande », qui protège les entreprises nationales contre les prises de participation par les fonds d'investissements étrangers. Dans l'épreuve de force qui a marqué l'entrée de l'entreprise dans le capital de Volkswagen, on avait d'ailleurs un affrontement paradoxal : c'était le ministre-président du Land de Basse-Saxe qui défendait les investisseurs étrangers et Wiedeking qui déployait le drapeau du patriotisme économique.

Source : *Focus* 2006/4

## LES SYNDICATS DISPOSENT-ILS D'UNE ARME POUR S'OPPOSER AUX DÉLOCALISATIONS ?

**Le tribunal du travail du Land de Hesse** (Francfort) a rejeté la plainte de l'organisation patronale Nordmetall, qui visait à interdire à IG Metall d'organiser des grèves pour s'opposer à une fermeture de site industriel. Pour s'opposer aux brusques délocalisations de l'emploi, IG Metall cherche à imposer, dans les négociations tarifaires des délais de licenciement d'un an et une obligation pour l'entreprise d'accompagner la reconversion de ses employés licenciés, entre autres en leur assurant des indemnités importantes. Si les faits dont il est question devant le tribunal remontent à 2003, la décision de justice pourrait servir de précédent en particulier dans l'épreuve de force qui entoure la fermeture du site d'AEG à Nuremberg. Les spécialistes du droit du travail sont divisés sur la réponse à apporter à la question posée : l'action du syndicat ne doit concerner, traditionnellement en République Fédérale, que les négociations de branche. L'application des accords de branche au niveau de l'entreprise est négocié par le comité d'entreprise, où l'appartenance syndicale ne doit jouer aucun rôle.

Source : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 03.02.2006

## JUSQU'À 30 % DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS SUR LES SITES DE PRODUCTION DE VOLKSWAGEN EN ALLEMAGNE ?

**IG Metall a annoncé avoir signé un accord** avec Volkswagen selon lequel 13 300 salariés de l'entreprise partiront en préretraite à 58 ans et demi et recevront jusqu'à leur retraite (62 ans) pratiquement leur salaire net. Le constructeur automobile envi-

---

sage de supprimer, dans les trois ans qui viennent, entre 10 000 et 30 000 emplois sur les 103 000 que compte l'entreprise en Allemagne. Les usines de Cassel, Brunswick et Salzgitter seraient les premières visées et cédées à des sous-traitants à même de fabriquer moins cher les composants des véhicules. Un accord signé en 2004 avait exclu les possibilités de licenciement jusqu'en 2011. La direction de l'usine cherche un moyen de contourner cet accord mais aussi de justifier les suppressions d'emploi en même temps qu'il annonce d'assez bons résultats pour l'année (bénéfices avant impôts de 1,7 milliard en 2005, en hausse de 58 % par rapport à 2004). La direction de l'entreprise envisage de réintroduire une semaine de travail de 35 h pour le même salaire que les 28,8 h actuellement travaillées. Elle envisage aussi de généraliser des accords par lesquels les ouvriers s'engagent à rectifier les éventuels défauts de construction de véhicules au-delà de leur contingent d'heures de travail. On parle aussi d'une fermeture d'usine de fabrication de la Golf en Belgique et de son rapatriement en Allemagne, pour apaiser les syndicats.

Source: Financial Times, 6., 10., 11. et 13. 02.2006

## LE DÉBAT SUR LA SORTIE DU NUCLÉAIRE S'ENVENIME ENTRE LA CDU ET LE SPD

**En prévision des élections régionales du 26 mars 2006** en Bade-Württemberg, l'opposition social-démocrate a choisi d'attaquer le ministre-président sortant du Land, Günther Oettinger sur la question du nucléaire. Le chef du gouvernement du Land a en effet marqué son soutien à l'entreprise EnBW, qui désire prolonger la durée de vie des centrales nucléaires qu'elle entretient dans la région, c'est-à-dire remettre en cause les accords signés au cours du premier mandat de Gerhard Schröder. Une majorité des électeurs du Bade-Württemberg s'oppose à la remise en cause de la fermeture des centrales nucléaires et c'est le seul point sur lequel le SPD semble pouvoir rattraper son retard dans les intentions de vote par rapport au parti du ministre-

président, issu de la CDU. Mais, évidemment, une telle polémique rend toujours plus improbable, en ces temps de renchérissement des hydrocarbures, un débat au sein du gouvernement sur la nécessité de remettre en cause le désengagement du secteur nucléaire. La cohésion de la Grande Coalition serait en danger.

Source: Süddeutsche Zeitung, 06.02.2006

## LE CONTEXTE D'UN CONFLIT SOCIAL

**Le mouvement de grève du secteur public** qui a commencé en Bade-Württemberg à l'appel du syndicat Verdi le lundi 6 février 2006, le premier du genre depuis quatorze ans, est conçu pour s'étendre, si possible, à l'ensemble du pays. Le syndicat affirme s'être préparé à un conflit de plusieurs semaines. Verdi voudrait en particulier obtenir l'annulation de l'allongement de la durée du travail de 38,5 à 40 h, dans le secteur public, dont le principe a été accepté en Bade-Württemberg, en Basse Saxe et à Hambourg. Le conflit commence au moment où IG Metall s'apprête à réclamer 5 % d'augmentation salariale pour les 3,4 millions d'emplois qu'il représente. En 2005, les salaires ont augmenté de 1,2 % dans l'industrie et de 1,3 % dans le secteur tertiaire, tandis que l'inflation a été de 2 %. Les syndicats adhèrent à l'analyse selon laquelle le problème de l'économie allemande serait la faiblesse de la demande intérieure, tandis que les exportations sont florissantes. Les syndicats essaient aussi de profiter d'un éventuel mécontentement à gauche, tandis que le SPD est au gouvernement et que la barre des 5 millions de chômeurs a été franchie en janvier. Le danger de voir une partie de l'électorat de gauche lui échapper explique que le SPD ait fait monter, au sein de la coalition gouvernementale berlinoise, le prix de son accord à une version remaniée de la directive Bolkestein.

Source: Financial Times, 07. et 08. 02.2006

---

ALlemagne inf

Une publication mensuelle de la *Fondation Res publica*  
(*fondation reconnue d'utilité publique, décret du 30 décembre 2005*)

52 rue de Bourgogne, 75007 Paris, tél: 01 45 50 22 09

en coopération avec *Redaktion Informationen zur Deutschen Außenpolitik* ([www.german-foreign-policy.com](http://www.german-foreign-policy.com))

Rédaction: Edouard Husson, Assisté de Fanny Chassain

Prix au numéro: 30 € — Abonnement: 3 mois – 90 €; 6 mois – 150 €; 1 an – 300 €; 2 ans – 500 €